

LIBYE : BRUXELLES NE CROIT PLUS AUX ARMES

L'Alliance et le dialogue

Selon Bruxelles, quelques chose de nouveau est perçu dans le ciel de Libye. En dehors des avions de l'Otan, bien évidemment. La politique reprend par ailleurs, selon des gorges profondes ici dans la capitale européenne et siège de l'Alliance atlantique, le dessus sur le militaire. La lecture faite par l'Algérie du dossier libyen paraît de moins en moins inintéressante. Que du contraire !

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Accélération à Bruxelles depuis quelques jours du rythme des informations — vérifiées ou non — concernant la situation en Libye. Un élément émerge du lot du flot ininterrompu des nouvelles arrivant des Fronts de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque.

Le politique reprend le dessus sur le militaire. Ou plus exactement : la coalition occidentale contre Gueddafi et l'Otan consent à négocier avec Tripoli. La confirmation de cette nouvelle donne est validée par Paris, Rome et aussi, si on prend la peine de

lire entre les lignes ou de tamiser les propos — par le Conseil national de transition (CNT).

L'opposition libyenne ne dit plus ne pas vouloir dialoguer, comme en début du conflit, mais demande tout simplement le départ de Gueddafi. Si initialement, la tête de Mouammar était exigée, comme trophée, aujourd'hui le ton est plus mesuré.

On n'invoque que du bout des lèvres la CPI (Cour pénale internationale) qui a délivré un mandat d'arrêt contre le maître de Tripoli et l'on n'exige plus rien côté Benghazi. L'on répète et souhaite des choses, tout simplement. C'est normal vu le rapport des force



Photos : DR

actuel. Il est équilibré à tous points de vue. Au plan militaire, Gueddafi contrôle la Tripolitaine et les insurgés la Cyrénaïque. Au plan poli-

tique, Tripoli bénéficie des fissures dans le commandement de la chaîne qui dirige l'expédition punitive. Hésitations italiennes, moles-

se — à tout le moins — des USA, et pas de grande adhésion mondiale à l'intrusion massive de l'Otan dans l'affaire. Et pour corser le tout, Paris soupçonne Londres de vouloir lui faire un enfant dans le dos. La Perfide Albion, ça ne serait pas une première dans l'histoire, poussant la France à l'enlèvement dans le désert de Libye pour, ensuite, retirer, habilement, ses troupes et s'imposer comme puissance de médiation. Alain Juppé le laisse filtrer de plus en plus ces dernières heures selon des gorges profondes bruxelloises.

Ces nouvelles évolutions confortent, c'est certain, la lecture faite par l'Algérie de l'affaire Libye.

Quelque chose de nouveau fait son apparition dans le ciel de Tripoli (en dehors des avions de l'Otan, évidemment).

Bruxelles, siège de l'Alliance atlantique, paraît sûr de l'affaire.

A. M.

CRISE DE LA DETTE

L'Europe lutte pour éviter une contagion périlleuse

Les responsables européens se sont retrouvés hier à Bruxelles pour une réunion aux allures de sommet de crise alors que les turbulences financières gagnent l'Italie et l'Espagne, et risquent de faire vaciller toute la zone euro si elles se prolongent.

«On est devant quelque chose qui est plus systémique» que le seul cas de la Grèce, qui «concerne la stabilité de la zone euro dans son ensemble», a averti la ministre espagnole des Finances, Elena Salgado en arrivant à une réunion avec ses homologues de l'Union monétaire à Bruxelles qui a débuté vers 15h (13h GMT).

Elle devait s'achever dans la soirée par une conférence de presse. Les taux espagnols et italiens sur le marché de la dette ont atteint hier leurs plus hauts niveaux historiques depuis la création de la zone euro. Cela signifie que le coût d'emprunt de Rome et de Madrid pour financer leurs déficits grimpe.

Et l'écart des taux français avec l'Allemagne, référence absolue, a grimpé à un niveau jamais vu dans l'Union monétaire. Dans le même temps, les Bourses chutaient dans plusieurs pays, à commencer par l'Italie.

Cette nouvelle poussée de fièvre de la crise de la dette dans la zone euro a aussi servi de toile de fond à un déjeuner de travail des principaux responsables économiques européens convoqué de manière inopinée par le président de l'UE, Herman Van Rompuy. Autour de lui : les présidents de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker, de la Banque centrale européenne (BCE) Jean-Claude Trichet et de la Commission européenne José Manuel Barroso.

Officiellement, il s'agissait de «coordonner les positions» sur le dossier grec au moment où les dissensions s'étaient au grand jour et où les Européens n'écartent plus totalement l'idée d'un défaut partiel de la Grèce. Mais l'inquiétude dépasse manifestement la seule Grèce à présent.

L'Italie pèse économiquement à elle seule plus de deux fois plus

que les trois pays réunis qui ont été sauvés à ce jour de la banqueroute : Grèce, Irlande et Portugal. Si elle cédait, c'est toute la zone euro qui serait menacée.

«Nous avons observé des tensions sur les marchés financiers dans différents pays (de la zone euro), peut-être un peu plus en Italie qu'ailleurs, mais nous assistons à des tensions dans l'ensemble de la zone euro et donc nous devons trouver une solution», a déclaré le ministre belge des Finances, Didier Reynders.

Les problèmes de l'Italie sont notamment liés aux attermoissements des gouvernements européens pour mettre sur pied un deuxième plan d'aide en faveur de la Grèce afin de lui éviter la faillite dans les années à venir.

Des avancées sur ce second plan sont donc nécessaires, même si celui-ci ne devrait pas être finalisé avant septembre alors qu'une décision était à l'origine escomptée début juillet. Pour stopper l'hémorragie, les Européens doivent répondre

d'une même voix à une question : comment mettre à contribution les créanciers privés de la Grèce — condition exigée par l'Allemagne et les Pays-Bas notamment — sans créer un «événement de crédit» aux conséquences imprévisibles car il déclencherait le paiement des contrats d'assurance souscrits pour se protéger d'une défaillance du pays ? Les divisions restent cependant nombreuses.

«Une participation substantielle du secteur privé est une condition préalable», a réaffirmé hier le ministre néerlandais des Finances, Jan Kees De Jager, alors que son homologue espagnole a rappelé qu'elle n'était pas vraiment favorable à cette option.

«L'Espagne a toujours été prudente sur ce sujet car cela risque de provoquer une instabilité» généralisée dans la zone euro, a souligné M^{me} Salgado.

Au cours du week-end, l'idée de recourir à une solution impliquant, sur une période limitée dans le temps, un «défaut partiel (ou sélectif)» de la Grèce, a gagné en vigueur, selon des diplomates. Elle pourrait prendre la forme d'un rééchelonnement de



la dette du pays et/ou de son rachat partiel via, par exemple, le Fonds de secours financier de la

zone euro. Cette option marquerait un revirement de la zone euro qui a jusqu'ici exclu un tel défaut.

GRANDE-BRETAGNE

Des policiers corrompus pour donner des informations sur la famille royale

Des policiers chargés de la sécurité de la famille royale ont réclamé de l'argent au tabloïd News of the World en échange d'informations touchant notamment la reine, selon la presse hier.

Une enquête interne menée par News International, le groupe de presse britannique de l'empire Murdoch, a mis au jour des courriels faisant état d'un projet de paiements par un journaliste à des membres de l'équipe de protection de la reine et de la famille royale, selon la BBC et d'autres médias hier.

Scotland Yard a réagi en dénonçant une «campagne délibérée pour destabiliser l'enquête sur les allégations de corruption de policiers

par des journalistes, et pour faire diversion». Le palais de Buckingham, interrogé par l'AFP, n'a pas souhaité commenter l'information.

Le tabloïd News of the World a fermé définitivement après avoir publié dimanche sa dernière édition, en plein scandale des écoutes téléphoniques. Selon la BBC, un courriel interne de News of the World fait état de demandes d'argent — 1 000 livres, soit 1 125 euros — de la part d'un journaliste pour acheter à des policiers des informations, notamment des numéros de téléphone privés de la famille royale.

Le quotidien du soir Evening Standard ajoute que les informations touchaient aussi aux faits et gestes de la reine, de son époux le prin-

ce Philip et du personnel de la maison royale. Quelque 300 courriels rassemblés pour une enquête interne à News of the World en 2007, qui n'avaient pas été transmis à l'époque à la police, sont actuellement examinés par Scotland Yard. Parmi ces courriels, certains montrent qu'Andy Coulson, rédacteur en chef du journal à l'époque, avait autorisé des paiements à la police pour obtenir des informations.

Andy Coulson a démissionné en janvier de son poste de directeur de la communication du Premier ministre David Cameron et a été entendu la semaine dernière une nouvelle fois par la police, dans le cadre de l'affaire des écoutes illégales.